

Le Grand Débat : Un exemple au cœur de la « démocratie de l'informe ».

Posté le : 21 mars 2019 18:01 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Humeur, Attitudes, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique

Il faut toujours témoigner aussitôt d'un moment historique, même s'il s'agit de la petite histoire. On oublie vite et surtout on perd le climat psychologique qui se dissipe très vite.

Le débat est organisé dans une ville industrielle de bord de mer mondialement connue qui mélange gastronomie, tourisme, repli des retraités en quête d'une vie éloignée des grandes villes. Le maire a bien fait les choses. Quelques petits fours. Quatre zones destinées aux débats sur chacun des grands thèmes choisis par M. Macron. Quatre ordinateurs, avec rétroprojecteur et grand écran, pour inscrire les suggestions. Après des consignes de convivialité, les débats commencent. Environ cinquante personnes se trouvent dans la salle, dont une dizaine de personnes travaillant pour la mairie ou membre du conseil municipal. Les participants se dirigent principalement vers le pôle impôts et le pôle écologie. Le pôle « politique publique » reçoit une dizaine de personnes. Le pôle citoyenneté est boudé, avec 5 participants dont un Irlandais résidant en France et y passant sa retraite : « on mange mieux qu'en Irlande ! » précise-t-il.

L'assistance est principalement constituée de retraités. Deux jeunes de moins de trente ans. Quelques quadragénaires.

Nous décidons de gonfler les effectifs du pôle citoyenneté.

Le débat va porter sur une question imprévue. Deux représentantes d'associations veulent qu'on témoigne une reconnaissance financière aux bénévoles. Elles précisent : nous avons de plus en plus de délégations de service public et nos bénévoles sont amenés à faire de longues et fréquentes formations. Ils sont devenus de vrais fonctionnaires et ne sont plus des bénévoles à l'ancienne. Mais ils ne gagnent rien. C'est choquant moralement puisqu'ils donnent beaucoup à la collectivité et remplacent en fait des fonctionnaires. Si cela continue ainsi, nous n'aurons plus de volontaires et la suppression des emplois aidés nous a assommés. Avec la baisse des subventions municipales, et la complexité et le nombre des contraintes réglementaires, nous ne pourrons bientôt plus travailler. Il faut un statut du bénévole, comme il faut aussi un statut des élus, dont le plus grand nombre est bénévole. L'ennui, c'est qu'un bénévole qui n'est plus bénévole n'est plus un bénévole. La discussion s'enlise.

Ce que les participants ne savent pas c'est que l'emploi dans les associations a gonflé de 1 250 000 depuis Mitterrand. L'État Moloch qui a gagné également plus de 1 million d'emplois publics ne sait plus comment faire avec les 35 heures, la retraite à 60 ans, l'absentéisme majeur, et l'extension infinie de ses attributions. Alors il sous-traite à tout va. Et le système explose. Il fonctionne à base de retraités et de jeunes soutenus artificiellement. Et surtout de bénévoles. Mais quand c'est trop c'est trop. La vraie solution c'est de renoncer à la retraite à 60 ans pour une retraite à 67 ans et de revenir aux quarante heures, tout en transférant vers le privé les mille captations faites par l'État de façon abusive dans tous les domaines. Il faut également réduire les règles tatillonnes qui interdisent tout ou obligent à des dépenses folles et sans rapport avec leur objet. Sans le savoir, nos deux animatrices d'associations ont mis le doigt sur une tare française que Mitterrand, ses sbires et ses successeurs ont définitivement aggravé. Ces femmes de bien ne peuvent évidemment pas concevoir que la solution de leur malheur n'est pas dans plus de subventions mais dans plus de travail et moins

d'interventions de l'État. L'argent public c'est le bien. L'État c'est le bien. Moins travailler, c'est bien. Partir tôt à la retraite c'est normal. Mais au bout du chemin, c'est la faillite, y compris pour les associations. Les deux à trois millions d'emplois directs et indirects créés dans les associations et les différentes fonctions publiques sont à très faibles productivités. Du coup la France n'est plus compétitive. Mais ces questions-là passent au-dessus de la tête du débat et la phrase affreuse vient naturellement : « les pauvres gens, qu'est-ce qui va se passer quand on fermera ! ».

Le vote obligatoire fait l'objet d'une analyse intéressante de notre Irlandais. L'abstention provient des jeunes, de moins en moins nombreux et des immigrés, de plus en plus nombreux. Le seul moyen de les faire venir est de rendre le vote obligatoire. Cela a été fait en Australie dans le cadre de l'action en faveur des indigènes et cela eut « des résultats intéressants ». Le seul « jeune » qui avait soudain pointé son nez proteste : « les élus sont tous des pourris et ne se font élire que pour l'argent et les avantages. Dès qu'ils sont élus, ils abusent. Ce n'est pas la peine de voter Tous pourris. Action directe ». « Voyez-vous un élu pourri dans cette salle ? » questionne un participant. Le jeune part en maugréant.

Personne ne s'intéresse au RIC, ni à l'élection par tirage au sort. La proportionnelle d'accord mais il faut qu'il y ait une majorité. Faut-il comptabiliser les votes blancs ? Oui dit la jeune en contrat aidé qui est censée enregistrer les débats et qui, depuis le début, montre qu'elle ne comprend rien, ne sait pas écrire une phrase et fait une erreur d'orthographe par mot. Ce serait juste car ces gens se sont déplacés. D'accord mais quelles conséquences ? Grand silence. Lorsqu'il est expliqué que cette prise en compte a uniquement pour but de rendre impossible l'élection et que partout où la solution est essayée, des dispositifs contrariant cet effet pervers ont été mis en place, le silence se fait.

Quelle morale tirée de cette partie du débat ? D'abord l'effondrement de l'enseignement de base. Ces deux jeunes ne savent rien et en particulier ni écrire ni parler. Ils tentent de retarder indéfiniment leur engagement, en matière économique comme en matière politique. Tout en éructant. Des Tanguy, comme on dit maintenant ou des enfants perturbés par la disparition du foyer parental.

Pour le reste, d'une façon générale on ne considère pas que les changements institutionnels soient indispensables. Nous mettons à la discussion trois thèmes qui nous sont chers : interdire d'être élus dans une assemblée qui décide de votre statut et de votre rémunération. Interdire de cumuler deux rémunérations publiques et plus. Retraite statutaire modifiée pour tenir compte du temps effectif passé dans les fonctions administratives, hors détachement. Tout le monde est d'accord. « Cela tombe sous le sens ». Mais cela ne viendra pas dans les conclusions du Grand Débat. On parie ?

Tout le monde se quitte bons amis.

Tourner manège. Nous allons vers la zone action publique, les impôts et l'écologie faisant à nouveau le plein des présents. Nous sommes quatre. L'animatrice liste les « suggestions » faites lors de la session précédente.

Surprise encore. L'essentiel du débat a porté autour d'Internet et de la généralisation forcée des « process » basés sur l'emploi de cette technique. EDF, Orange et les différentes administrations (permis de conduire, carte d'identité, carte grise, passeport, subventions diverses). C'est intolérable. Cela ne marche pas. On perd un temps fou. Il y a des bugs et après on ne peut plus s'en sortir. Internet est dangereux avec des chantages et des vols de données. La couverture 4G est pleine de trous et on ne peut pas utiliser internet partout. L'administration se cache derrière Internet. Les procédures de rendez-vous sont une catastrophe. Et il n'y a pas eu une seule réduction d'effectif dans la fonction publique inamovible. On se fout de nous. Ras le bol de ce pseudo-modernisme. Et cela conduit à plus de dépense parce que les mairies doivent maintenant mettre en place des maisons citoyennes avec des aides et des machines. Et il faut y aller en voiture !

Comme il s'agit d'une petite ville de province la discussion a également inlassablement porté sur les modalités de regroupement des communes qui font perdre leur pouvoir aux maires des petites communes au profit des plus gros bourgs tout en multipliant les postes. Au lieu de consolider en les étendant les structures, il aurait mieux valu continuer avec des mises en commun des actions du genre Sirvom. Chaque besoin aurait fait l'objet d'un organisme communautaire ad hoc (ordures ménagères, transports scolaires, salle de spectacle, patinoire ou piscine, terrains de sport, entretien es jardins...) à chaque fois que des économies auraient été certaines. La complexité du système de subventions est mise en avant. Il y en a trop et personne ne comprend le qui, quand, comment. Peu de gens en bénéficient, « sauf les secrétaires de mairie qui savent tout ». L'étouffement administratif, caché sous la prétention moderniste d'internet, et l'arrosage électoraliste avec trop de mesures sélectives dont les modalités sont incompréhensibles, sont les deux mamelles de la dépense publique locale avec les oukases administratifs dont certains sont totalement ruineux pour les communes. Ce n'est pas en rendant impossible le dialogue direct avec l'administration qu'on rendra les choses plus faciles, ni en cumulant les structures, ni en multipliant les contraintes administratives.

Peu de participants mais beaucoup de bon sens.

Tourner manège. Nous voici dans la zone de discussion Impôts.

Un seul cri : trop c'est trop ! L'État nous ruine. La hausse des impôts a été terrifiante. Surtout pour les classes moyennes. Comme le revenu n'a pas beaucoup augmenté, cela fait mal. En fait il a baissé (le PIB par tête baisse depuis 2008). Non seulement la hausse des impôts, mais aussi les coûts directs et indirects des contraintes administratives, ruinent les plus modestes. Limitation de vitesse, c'est aussi plus d'amendes et plus de frais pour retrouver des points. Changer de voiture et de chaudières, réduire les pertes énergétiques de son appartement ou de sa masure, c'est extravagant car sans rapport avec le revenu disponible.

Du coup, il n'y a pas d'amateur pour plus d'impôts quel qu'en soit le genre. Personne ne demande le retour de l'ISF. Une hausse du Smic ? De combien la souhaitez-vous ? 5 % ! Alors travailler 38 heures et vous aurez votre augmentation. Personne n'a tellement envie de jouer au mécano fiscal. Une voix s'élève : il faut que tout élu, à chacun des étages politiques, proposant ou votant une gratuité soit mis en prison pour 5 ans et inéligible à vie. Car il n'y a pas de gratuité. Simplement du gâchis et de la répression. En fait tout le monde est d'accord que la gratuité est purement démagogique et coûte trop cher. Des suggestions fusent : il faut qu'en cas de remboursement de la sécurité sociale, soit marqué le niveau de la dépense prise en charge, surtout pour les hospitalisations. En fin d'année tout citoyen devrait savoir ce qu'il a payé et ce qu'il a reçu. Un bilan fiscal comme on a le bilan carbone...

Comme tout le monde est bon, on s'interroge sur la TVA zéro sur les biens de première nécessité. Mais voilà, comment la définit-on ? La voiture n'est-elle pas, pour les infirmières qui vont à l'hôpital à 40 km, un engin de première nécessité ? Taxer plus le luxe ? Oui mais nos artisans sont les champions du luxe. Alors non.

Une de fois de plus la majorité des présents fait l'erreur classique : la TVA est payée par le consommateur, les charges patronales par le patron. En fait toutes les deux entrent dans les prix aux consommateurs. L'avantage de la TVA, c'est que l'impôt n'est payé que dès qu'on est sûr d'une recette ; pas les charges patronales qui ne sont pas payées par les concurrents étrangers et qui le sont en France dès la fabrication. Une absurdité, en système ouvert.

Une voix raconte pourquoi il y a deux fois de plus de fonctionnaires en France qu'en Allemagne par citoyen. L'hécatombe de jeunes allemands a conduit à envoyer travailler en usine les survivants. Mais les millions de jeunes français enfermés dans les stalags ont perdu 5 ans et leur employabilité. On en a fait des fonctionnaires. Sourires gênés dans l'assistance. « Maintenant ils sont morts » Cela

clôt le débat.

Un autre pousse à l'extension des dégrèvements sur les heures supplémentaires. Et si on dégrèverait d'abord les premières heures plutôt que les heures supplémentaires. Pour disposer d'aides publiques il faudrait au minimum fournir ces heures défiscalisées et dégrévées de charges sociales. Là on aiderait l'emploi. Ahurissement silencieux sur toutes les chaises. L'animateur reste sans voix.

Le manège s'arrête. Il n'y aura pas de nouvelle rotation. Il faut regarder sur l'écran les suggestions en matière d'écologie. Que du classique ! On est « pour », mais commençons par les vrais pollueurs (avions, bateaux) et mettons des taxes sur ce qui vient de très loin. Les hypertaxes au prétexte d'écologie, cela suffit. Peu d'accord sur les éoliennes qui devraient être écartées loin sur la mer pour qu'on ne les voit pas. Et encore uniquement si c'est rentable. Si on diminuait les importations chinoises, on réduirait la pollution. Un capitaine de la marine marchande en retraite précise que les efforts faits dans le domaine maritime payent et qu'au KG, le transport maritime ne pollue pratiquement pas, contrairement à l'avion. Le vélo, tout le monde commence à en avoir ras le bol, comme les impôts. Suffit les Cyclofascistes ! Les voies cyclistes protégées sont pour les touristes, un mois par an et coûtent cher aux locaux sans rien leur rapporter. Il faudrait des péages. Bref, l'écologie oui, mais changer radicalement et à grands frais de mode de vie, non !

Fin du Grand débat local. Au troisième tour il ne restait plus qu'une vingtaine de personnes.

Qu'en retenir ?

Convivialité, gentillesse de fond et bonne volonté. Mais « ils ont été trop loin » avec les impôts et les contraintes, contre les seniors et contre les maires. Ce qui reste pour vivre est trop faible au bas de l'échelle. Pour le reste l'ignorance des chiffres qui éclairent les grands enjeux est abyssale. Quand on signale que la dépense publique est égale à la valeur ajoutée des entreprises, c'est l'ahurissement. On ne veut pas entendre parler de la hausse de l'âge de départ à la retraite ni des trente-cinq heures. « Après tout ici cela ne va trop mal ! »

Tout le monde a constaté l'absence de gilets jaunes ou de jeunes voire de travailleurs-travailleuses. Pas un immigré. Mais ici il n'y en a pas. À part quelques Normands...

« Tout ce blabla cela ne sert à rien », entend-on, alors que tout le monde rejoint sa voiture. On veut plus de croissance, moins d'emmerdements administratifs, des services publics qui marchent et des impôts qui baissent. Ce sont les élites qui doivent être efficaces et obtenir des résultats, pas nous qui n'avons rien entre les mains pour savoir, comprendre et décider. La Crise, ce n'est pas nous.

Que remontera-t-il de ce débat qui pourrait être pris en compte dans une compilation ? Rien. Rien, en tout cas, qu'on ne savait déjà. Il n'y aura pas que l'intelligence qui sera artificielle dans le dépouillement des cahiers de doléances. « L'arbre de la connaissance [qui ressortira du dépouillement] veut saisir toute la subtilité de la pensée des Français » dit la société chargée du travail. Ceux qui ont lu Escarpit se souviendront du Litteratron, cette machine à analyser les pensées des électeurs et qui avaient accouché de phrases types sympathiques : « Plus cela change plus c'est la même chose. Si on fraudait moins il n'y aurait pas de déficit. C'est toujours les mêmes qui paient. Etc. »

Comme le dit Le Goff, « la politique n'est pas seulement affaire de bonnes intentions et de débat perpétuel ». « La crise ne provient pas du manque de débats mais de l'impuissance des politiques ». Le risque est la dissolution de ce qui reste dans une « démocratie de l'informe ».

Difficile, en sortant de ce genre de réunion, de lui donner tort.